



18 NOVEMBRE 2015: JOURNÉE NATIONALE DE GRÈVE À LA DGFIP

AGIR TOUS ENSEMBLE AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD !

Le 18 novembre, est convoqué un comité technique de réseau (CTR) avec pour principal point à l'ordre du jour le budget de la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Pour 2016, il prévoit 2130 suppressions d'emplois et une nouvelle baisse du budget de fonctionnement, des mesures qui vont une fois de plus accélérer la dégradation des conditions de vie au travail, les restructurations et affaiblir la capacité de la DGFIP à exercer ses missions. Ces annonces scandaleuses sont à l'opposé des besoins du service public, des citoyens et des agents. Elles interviennent alors que la Direction Générale refuse de communiquer ses choix en matière de restructurations et qu'elle envisage de remettre en cause certaines règles de gestion. A titre d'exemple, elle compte obliger les agents à demeurer 3 ans dans leur direction de première affectation après la réussite aux concours C et B, supprimer les mouvements complémentaires de mutation des agents A et B et de potentiellement fusionner les RAN. Les organisations syndicales représentatives de la DGFIP ont demandé audience aux Ministres.

Tout ceci a pour toile de fond la pression des politiques d'austérité menées de concert par le gouvernement et le MEDEF, le lancement de la retenue à la source, la mise

en place de la réforme territoriale dans l'ambiance délétère d'un discours anti-fonctionnaires. Dans le même temps, le dialogue social aura rarement été aussi difficile à la DGFIP, au Ministère et dans l'ensemble de la Fonction Publique, preuve en est la décision brutale du Premier Ministre d'imposer le protocole « PPCR » rejeté par des organisations syndicales représentant plus de 50% des fonctionnaires.

Nous exigeons d'autres choix pour la DGFIP :

- ✓ l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations, retrait de la démarche stratégique, l'ouverture de véritables discussions, l'embauche de titulaires et les moyens financiers nécessaires à l'exercice des missions,
- ✓ des mesures d'urgence : le respect des statuts particuliers et le retrait du projet de déréglementation des règles de gestion, l'utilisation du budget de la « prime d'intéressement collectif » pour revaloriser les régimes indemnitaires, un plan d'amélioration des conditions de travail,
- ✓ Reconnaissance du travail des agents de la DGFIP par la revalorisation des régimes indemnitaires et l'abandon du RIFSEEP.

En Gironde, la Direction répercute ces politiques en enchaînant les restructurations qui mèneront à la destruction de nos services (PCRP, PCE, Trésoreries, SIE, sphère du contrôle fiscal...). Les organisations syndicales ont à nombreuses reprises dénoncé le simulacre de dialogue social qui les accompagne.

Au-delà des questionnements des agents sur leur avenir et celui de leurs missions, la colère légitime est de plus en plus présente.

C'est pourquoi, les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP, convaincues de la solidarité d'intérêts entre tous les salariés et de la nécessité de développer les luttes collectivement dans nos services jusqu'à la grève interprofessionnelle, appellent l'ensemble des agents des finances publiques :

- ➔ **A participer aux nombreuses HMI organisées dans le département.**
- ➔ **A se mettre massivement en grève le 18 novembre 2015 pour manifester leur opposition aux mesures proposées et exiger : l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations incessantes, une amélioration des conditions de travail et une vraie reconnaissance.**
- ➔ **A participer nombreux aux rassemblements du département sur Sauveterre, Saint Loubès et Bordeaux!**

**LE 18 NOVEMBRE 2015,
POUR VOS REVENDICATIONS NATIONALES ET LOCALES,
JOURNÉE NATIONALE DE MOBILISATION À LA DGFIP :
SOYONS TOUTES ET TOUS EN GRÈVE !**